

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2013/09191]

24 AVRIL 2013. — Arrêté ministériel portant ratification du programme du deuxième examen d'aptitude professionnelle de l'année judiciaire 2012-2013. — Errata

L'arrêté précité a été publié aux pages 25311 et 25312 du *Moniteur belge* du 26 avril 2013.

A la page 25311, dans le texte français de l'article 2 de l'arrêté, il y a lieu de lire « arrêté » au lieu de « arreté ».

A la page 25311, dans le texte néerlandais de l'annexe, il y a lieu de lire « de keuze » au lieu de « de jeuze ».

A la page 25312, dans le texte français de l'annexe, il y a lieu de lire « Une partie orale » au lieu de « Une partie orgale ».

A la page 25312, dans le texte français de l'annexe, il y a lieu de lire « la première épreuve » au lieu de « la première épreuven ».

A la page 25312, dans le texte néerlandais de l'annexe, il y a lieu de lire « de schriftelijke proef » au lieu de « de schriftelijk proef ».

A la page 25312, dans le texte néerlandais de l'annexe, il y a lieu de lire « mondelinge proef » au lieu de « mondelingen proef ».

A la page 25312, dans le texte néerlandais de l'annexe, il y a lieu de lire « Deze kandidaten moeten bovendien de psychologische proeven hebben afgelegd wanneer deze georganiseerd worden. » à la place de « Deze kandidaten moeten bovendien de psychologische proeven hebben afgelegd deze georganiseerd worden ».

A la page 25312, dans le texte néerlandais de l'annexe, il y a lieu de lire « het gerechtelijk jaar 2012-2013 » à la place de « het gerechtelijke 2012-2013 ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2013/09191]

24 APRIL 2013. — Ministerieel besluit houdende de bekrachtiging van het programma van het tweede examen inzake beroepsbekwaamheid voor het gerechtelijk jaar 2012-2013. — Errata

Het genoemd besluit werd gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 26 april 2013, bladzijde 25311 et 25312.

Op blz. 25311 dient men in de Franse tekst van artikel 2 van het besluit « arrêté » te lezen in plaats van « arreté ».

Op blz. 25311 dient men in de Nederlandse tekst van de bijlage « de keuze » te lezen in plaats van « de jeuze ».

Op blz. 25312 dient men in de Franse tekst van de bijlage « Une partie orale » te lezen in plaats van « Une partie orgale ».

Op blz. 25312 dient men in de Franse tekst van de bijlage « la première épreuve » te lezen in plaats van « la première épreuven ».

Op blz. 25312 dient men in de Nederlandse tekst van de bijlage « de schriftelijke proef » te lezen in de plaats van « de schriftelijk proef ».

Op blz. 25312 dient men in de Nederlandse tekst van de bijlage « mondelinge proef » te lezen in plaats van « mondelingen proef ».

Op blz. 25312 dient men in de Nederlandse tekst van de bijlage « Deze kandidaten moeten bovendien de psychologische proeven hebben afgelegd wanneer deze georganiseerd worden. » te lezen in plaats van « Deze kandidaten moeten bovendien de psychologische proeven hebben afgelegd deze georganiseerd worden ».

Op blz. 25312 dient men in de Nederlandse tekst van de bijlage « het gerechtelijk jaar 2012-2013 » te lezen in plaats van « het gerechtelijke 2012-2013 ».

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[2013/29289]

28 MARS 2013. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la mobilité vers les services du Gouvernement de la Communauté française, le Conseil supérieur de l'Audiovisuel ou chacun des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), l'article 13, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de formation en cours de carrière, l'article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé : « O.N.E. », l'article 24, § 2, modifié par le décret du 27 février 2003 et par le décret du 26 mars 2009;

Vu le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, l'article 140, § 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut administratif des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 septembre 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 septembre 2012;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 13 septembre 2012;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Institut de la formation en cours de carrière donné le 26 septembre 2012;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 1^{er} octobre 2012;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance donné le 8 octobre 2012;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Entreprise publique des technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française donné le 17 octobre 2012;

Vu l'avis du Conseil de direction du Conseil supérieur de l'audiovisuel de la Communauté française donné le 22 octobre 2012;

Vu le protocole n° 414 du Comité de Secteur XVII, conclu le 9 novembre 2012;

Vu l'avis 52.631/2 du Conseil d'Etat, donné le 14 janvier 2013 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o Services de la Communauté française : les Services du Gouvernement de la Communauté française, le Conseil supérieur de l'audiovisuel et l'organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, lesquels constituent chacun une entité distincte au regard du présent arrêté;

2^o agent : tout membre du personnel visé à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, qui bénéficie d'une nomination définitive conférée conformément au statut applicable à l'une de ces entités et qui appartient au rôle linguistique francophone;

3^o membre du personnel contractuel : tout membre du personnel contractuel des services de l'Etat, des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi que des personnes morales de droit public qui en dépendent;

4^o autorité compétente : autorité qui a le pouvoir de nomination ou d'engagement, ou à qui ce pouvoir de nomination ou d'engagement a été délégué, laquelle a consécutivement le pouvoir de transfert;

5^o entité d'accueil : entité dans laquelle l'agent ou le membre du personnel contractuel est transféré;

6^o entité d'origine : entité dont l'agent ou le membre du personnel contractuel faisait partie avant son transfert;

7^o service du personnel : le(s) membre(s) du personnel ou le(s) service(s), au sein des Services de la Communauté française, chargé(s) du processus de recrutement et d'engagement des agents et membres du personnel contractuel au sein de ces Services;

8^o service fonctionnel : le service où l'agent ou le membre du personnel est appelé à exercer ses fonctions;

9^o mobilité intracommunautaire : transfert d'un agent ou d'un membre du personnel contractuel d'un emploi d'un service d'une entité des Services de la Communauté française dans un emploi correspondant d'un service d'une autre de ces entités;

10^o mobilité externe : transfert d'un agent ou d'un membre du personnel contractuel d'un emploi d'un service n'appartenant pas à une entité des Services de la Communauté française dans un emploi d'un service relevant d'une de ces entités.

CHAPITRE II. — Dispositions générales

Art. 2. La mobilité intracommunautaire ou externe s'opère entre emplois de grade équivalent.

Art. 3. § 1^{er}. Le transfert d'un agent par mobilité intracommunautaire ou externe emporte de plein droit nomination au grade, identique ou équivalent à son grade antérieur, de l'emploi vacant attribué par mobilité.

Le transfert d'un membre du personnel contractuel s'opère par la conclusion d'un nouveau contrat à durée indéterminée.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, le membre du personnel contractuel visé au § 1^{er} doit :

- être engagé à durée indéterminée;
- être arrivé au terme de sa période d'essai;
- appartenir au rôle linguistique francophone.

Art. 4. § 1^{er}. Le bénéficiaire de la mobilité intracommunautaire ou externe est intégralement soumis au statut administratif et pécuniaire des agents des services du Gouvernement de la Communauté française.

§ 2. L'ancienneté de l'agent ou du membre du personnel contractuel transféré est calculée conformément au titre VII de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut administratif des agents des services du Gouvernement de la Communauté française et au chapitre II de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

L'agent ou le membre du personnel contractuel transféré conserve les anciennetés administratives et pécuniaires qu'il a acquises avant son transfert. Il ne peut lui être attribué une ancienneté autre que celle dont il peut répondre effectivement.

§ 3. Il est attribué à l'agent une échelle de traitement liée au grade de l'emploi dans lequel il est transféré. Par dérogation, l'agent transféré conserve, le cas échéant, son traitement jusqu'à ce qu'il obtienne, dans l'échelle de traitement attachée à son nouvel emploi, un traitement au moins égal.

Art. 5. La mobilité intracommunautaire ou externe a lieu à la demande de l'agent ou du membre du personnel contractuel ou dans l'intérêt du service.

Dans tous les cas, l'accord de l'agent ou du membre du personnel contractuel transféré est requis.

Art. 6. L'autorité compétente ne peut recourir qu'exceptionnellement à une mobilité dans l'intérêt du service et en cas de nécessité de faire appel à un agent ou un membre du personnel contractuel ayant des qualifications ou une expérience précise correspondant au profil de fonction de l'emploi à pourvoir.

Dans ce cas, elle informe, préalablement à toute initiative, l'entité où est affecté l'agent ou le membre du personnel pour lequel la procédure est envisagée.

Art. 7. § 1^{er}. L'autorité compétente peut décider de pourvoir à tout emploi définitif ou accessible au recrutement contractuel qu'elle déclare vacant par mobilité intracommunautaire, par mobilité externe, ou par mobilité intracommunautaire et externe à la fois.

§ 2. L'autorité compétente ne peut décider de pourvoir à un emploi de promotion qu'elle déclare vacant par mobilité intracommunautaire ou externe, que dans le cadre de la mobilité dans l'intérêt du service.

La décision de pourvoir à un emploi de promotion par mobilité intracommunautaire ou externe relève de l'autorité habilitée à déclarer l'emploi vacant, sur déclaration préalable de la nécessité de recourir à cette procédure par l'organe de direction compétent de l'entité concernée.

§ 3. Les emplois à pourvoir par mandat sont exclus du champ d'application du présent arrêté.

Art. 8. Est seul susceptible de bénéficier d'une mobilité intracommunautaire ou externe, l'agent ou le membre du personnel contractuel qui :

- 1° se trouve dans une position administrative d'activité de service ou équivalente;
- 2° est titulaire d'un emploi d'un grade équivalent à celui de l'emploi à pourvoir;
- 3° ne fait pas l'objet d'une procédure disciplinaire en cours;
- 4° n'est pas sanctionné d'une peine disciplinaire non encore radiée.

Ces conditions doivent être remplies dans le chef du candidat à la date fixée dans la déclaration de vacance.

Art. 9. § 1^{er}. Le transfert d'un agent ou d'un membre du personnel contractuel s'opère moyennant le respect d'une période d'essai fixée selon les dispositions administratives en vigueur dans l'entité d'accueil, ans pouvoir dépasser six mois.

§ 2. L'autorité qui exerce le pouvoir d'engagement ou de nomination dans l'emploi considéré peut décider, moyennant l'accord du candidat au transfert, de réduire ou de supprimer la période d'essai visée au § 1^{er}.

§ 3. La période d'essai visée au § 1^{er} n'est applicable à l'agent transféré que dans l'hypothèse où une période d'essai analogue est prévue dans l'entité d'origine, en cas de mobilité inverse.

CHAPITRE III. — *Des modalités de la mobilité intracommunautaire ou externe*

Art. 10. Tout agent ou membre du personnel visé par le présent arrêté peut introduire une demande de mobilité :

- en répondant à une offre de mobilité par appel à candidature;
- indépendamment de toute offre, en posant sa candidature auprès du Service du Personnel de l'une des entités des Services de la Communauté française.

Cette candidature est introduite selon les modalités définies par le Service du personnel de chaque entité.

Dans tous les cas, il est accusé réception de cette candidature.

Art. 11. Les candidatures, introduites indépendamment de toute offre, sont centralisées dans une banque de données qui est soit spécifique à chacune des entités des Services de la Communauté française et gérée par leur Service du personnel respectif, soit gérée en commun par ces entités.

La candidature est valable pour une période de 24 mois, prenant cours à la date de l'accusé de réception.

Art. 12. § 1^{er}. Excepté en cas de procédure de mobilité dans l'intérêt du service, quand un emploi est déclaré vacant par mobilité intracommunautaire et/ou externe, il est procédé à un appel à candidature par tout vecteur de communication permettant à toute personne intéressée de se manifester.

L'appel à candidatures doit à tout le moins contenir le profil de fonction de l'emploi à pourvoir, le ou les grade(s) correspondant à cette fonction ainsi que la ou les échelle(s) y afférente(s), et, s'il échet, la qualification ou le diplôme requis.

Il doit également contenir le délai et la forme dans lesquels la candidature doit être introduite.

§ 2. Consécutivement à l'appel à candidature visé au § 1^{er}, le Service du personnel examine, en collaboration avec le Service fonctionnel, toutes les candidatures correspondant au profil de fonction de l'emploi à pourvoir, en ce compris les candidatures de la banque de données visée à l'article 11, et procède à une sélection impliquant au moins une audition des candidats.

§ 3. A l'exception des emplois contractuels visés à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat, les emplois pourvus par mobilité ne peuvent être octroyés qu'à des agents qui ont été recrutés dans leur entité d'origine au moyen d'une procédure validée par SELOR.

Art. 13. La banque de données visée à l'article 11 est nécessairement consultée dans tous les cas de mobilité.

Art. 14. Avant tout transfert d'un candidat, le Service du Personnel de l'entité d'accueil vérifie que le candidat remplit les conditions fixées à l'article 8.

Il informe le candidat et l'entité d'origine.

Le candidat transféré qui était inscrit dans la banque de données est rayé à ce moment de cette banque.

Art. 15. L'entité d'origine transmet le dossier individuel à l'entité d'accueil.

Art. 16. Sans préjudice des délais de préavis prévus par la loi du 3 juillet 1978 sur le contrat de travail, le candidat entre en fonction dans l'entité d'accueil à une date fixée en concertation avec l'entité d'origine, si une telle concertation est prévue dans une réglementation ou une législation analogue applicable à cette entité, et au plus tard dans les 4 mois à dater de l'information de l'entité d'origine.

CHAPITRE IV. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut administratif des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française*

Art. 17. §1^{er}. Dans l'intitulé du titre IV de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut administratif des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2002 fixant les règles de mobilité des agents entre le Ministère de la Communauté française et les organismes d'intérêt public relevant du comité de Secteur XVII et du 1^{er} juillet 2010 modifiant divers arrêtés relatifs au statut des agents du Gouvernement de la Communauté française et des personnes de droit public qui en relèvent, les mots « et de la commission en matière de transfert » sont supprimés.

§ 2. L'article 12*bis* de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 précité est supprimé.

Art. 18. A l'article 37 du même arrêté, les mots « par transfert » sont remplacés par les mots « par mobilité intracommunautaire ou externe ».

Art. 19. L'article 38*bis* du même arrêté est supprimé.

Art. 20. L'article 39 du même arrêté est modifié comme suit :

- les alinéas 4 et 5 sont supprimés;
- à l'alinéa 6, les mots « ou de la Commission en matière de transfert » sont supprimés.

Art. 21. L'article 40 du même arrêté est modifié comme suit :

- au deuxième alinéa, les mots « ou de la Commission en matière de transfert » sont supprimés;
- au troisième alinéa, les « ou, selon le cas, de la Commission en matière de transfert » sont supprimés.

Art. 22. Le Chapitre III*bis* « du transfert », du Titre VIII, du même arrêté est remplacé par le Chapitre suivant :

« Chapitre III*bis*. — de la mobilité intracommunautaire ou externe

Art. 68*bis*. Le Gouvernement prend un arrêté relatif à la mobilité vers les services du Gouvernement de la Communauté française, le Conseil supérieur de l'Audiovisuel ou chacun des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII. ».

CHAPITRE V. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française*

Art. 23. L'article 10*bis* de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française est supprimé.

Art. 24. Le 3^e alinéa de l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002 précité est supprimé.

Art. 25. A l'article 18*bis* de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002 précité, les mots « ou selon le cas de la Commission en matière de transfert » sont à chaque fois supprimés.

CHAPITRE VI. — *Modification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du CSA et des OIP relevant du Comité de secteur XVII*

Art. 26. A l'article 1^{er}, § 3, 9^o, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes des intérêts publics relevant du Comité de secteur XVII, les mots « ou une période d'essai » sont ajoutés.

CHAPITRE VII. — *Disposition finale*

Art. 27. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 mars 2013.

Le Ministre de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[2013/29289]

28 MAART 2013. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de mobiliteit naar de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector of elk van de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen door de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het « Entreprise publique des technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française » (ETNIC) (Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap), artikel 13, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, artikel 45, tweede lid, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort : « ONE », artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 27 februari 2003 en bij het decreet van 26 maart 2009;

Gelet op het op 26 maart 2009 gecoördineerde decreet over de audiovisuele mediadiensten, artikel 140, § 3;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 september 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 13 september 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 13 september 2012;

Gelet op het advies van de Directieraad van het « Institut de la Formation en cours de carrière » (Instituut voor de vorming gedurende de loopbaan), gegeven op 26 september 2012;

Gelet op het advies an de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 1 oktober 2012;

Gelet op het advies van de Directieraad van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 8 oktober 2012;

Gelet op het advies van de Directieraad van het « Entreprise publique des technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française » (ETNIC), gegeven op 17 oktober 2012;

Gelet op het advies van de Directieraad van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap, gegeven op 22 oktober 2012;

Gelet op het protocol nr. 414 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 9 november 2012;

Gelet op het advies nr. 52.631/2 van de Raad van State, gegeven op 14 januari 2013 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na de beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1° Diensten van de Franse Gemeenschap : de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, die voor de toepassing van dit besluit elk een afzonderlijke eenheid vormen;

2° ambtenaar : elk personeelslid bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, dat in vast verband benoemd is overeenkomstig het statuut dat op één van die eenheden van toepassing is en dat tot de Franse taalrol behoort;

3° contractueel personeelslid : elk contractueel personeelslid van de diensten van de Staat, de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie alsook de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

4° bevoegde overheid : overheid die de benoemings- of aanwervingsbevoegdheid heeft, of waaraan die benoemings- of aanwervingsbevoegdheid werd gedelegeerd, die dan over de overdrachtsbevoegdheid beschikt;

5° onthaaleenheid : eenheid waarin de ambtenaar of het contractueel personeelslid wordt overgedragen;

6° eenheid van herkomst : eenheid waarvan de ambtenaar of het contractueel personeelslid vóór zijn overdracht deel uitmaakte;

7° personeelsdienst : het personeelslid (de personeelsleden) of de dienst(en), binnen de Diensten van de Franse Gemeenschap, dat/die belast wordt/worden met de werving en de tewerkstelling van de ambtenaren en contractuele personeelsleden binnen deze Diensten;

8° functionele dienst : de dienst waarin de ambtenaar of het personeelslid zijn ambt zal uitoefenen;

9° intracommunautaire mobiliteit : overdracht van een ambtenaar of een contractueel personeelslid van een betrekking van een dienst van een eenheid van de Diensten van de Franse Gemeenschap naar een overeenstemmende betrekking van een dienst van een andere eenheid van deze Diensten;

10° externe mobiliteit : overdracht van een ambtenaar of een contractueel personeelslid van een betrekking van een dienst die niet behoort tot een eenheid van de Diensten van de Franse Gemeenschap naar een betrekking van een dienst die onder één van die eenheden ressorteert.

HOOFDSTUK II. — *Algemene bepalingen*

Art. 2. De intracommunautaire mobiliteit of de externe mobiliteit geschiedt tussen betrekkingen met een gelijkwaardige graad.

Art. 3. § 1. De overdracht van een ambtenaar door middel van de intracommunautaire of externe mobiliteit brengt de benoeming in de graad - dezelfde graad of een graad die met zijn vroegere graad gelijkwaardig is - van de via de mobiliteit toegekende vacante betrekking, van rechtswege met zich mede.

De overdracht van een contractueel personeelslid geschiedt door de sluiting van een nieuwe arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit, moet het in § 1 bedoelde contractuele personeelslid :

- voor onbepaalde tijd worden aangeworven;
- zijn proeftijd hebben volbracht;
- tot de Franse taalrol behoren.

Art. 4. § 1. De persoon die de intracommunautaire of externe mobiliteit geniet, wordt volledig onderworpen aan het administratief statuut en het geldelijk statuut van de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

§ 2. De anciënniteit van de overgedragen ambtenaar of van het overgedragen contractueel personeelslid wordt berekend overeenkomstig titel VII van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en hoofdstuk II van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De overgedragen ambtenaar of het overgedragen contractuele personeelslid behoudt zijn administratieve anciënniteit en zijn geldelijke anciënniteit die hij vóór zijn overdracht had verworven. Hem kan geen andere anciënniteit worden toegekend dan die waarop hij recht heeft.

§ 3. Er wordt de ambtenaar een weddeschaal toegekend in verband met de graad van de betrekking waarin hij wordt overgedragen. In afwijking daarvan behoudt de overgedragen ambtenaar, in voorkomend geval, zijn wedde totdat hij, in de weddeschaal in verband met zijn nieuwe betrekking, een wedde krijgt die ten minste gelijk is.

Art. 5. De intracommunautaire mobiliteit of de externe mobiliteit geschiedt op aanvraag van de ambtenaar of van het contractuele personeelslid of in het belang van de dienst.

In ieder geval is de toestemming van de overgedragen ambtenaar of van het overgedragen personeelslid vereist.

Art. 6. De bevoegde overheid kan alleen uitzonderlijk de mobiliteit in het belang van de dienst gebruiken en alleen als dit nodig is een beroep doen op een ambtenaar of een contractueel personeelslid die/dat kwalificaties of een welbepaalde ervaring heeft die overeenstemmen met het ambtsprofiel van de toe te kennen betrekking.

In dit geval verwittigt ze, voorafgaand aan elk initiatief, de eenheid waarvoor de ambtenaar of het contractuele personeelslid aangewezen is die voor de procedure in aanmerking komt.

Art. 7. § 1. De bevoegde overheid kan beslissen in vast verband of in contractueel verband elke betrekking die ze vacant verklaart, toe te kennen door middel van intracommunautaire mobiliteit, externe mobiliteit of intracommunautaire en externe mobiliteit gelijk.

§ 2. De bevoegde overheid kan alleen in het kader van de mobiliteit in het belang van de dienst beslissen een bevorderingsbetrekking die ze vacant verklaart door middel van de intracommunautaire mobiliteit of externe mobiliteit toe te kennen.

De beslissing tot toekenning van een bevorderingsbetrekking door middel van de intracommunautaire mobiliteit of de externe mobiliteit wordt genomen door de overheid die bevoegd is om de betrekking vacant te verklaren, nadat het bevoegde directieorgaan van de betrokken eenheid heeft verklaard dat het noodzakelijk was die procedure aan te wenden.

§ 3. Dit besluit is niet van toepassing op de bij mandaat toe te kennen betrekkingen.

Art. 8. Komt alleen in aanmerking voor intracommunautaire mobiliteit of externe mobiliteit, de ambtenaar of het contractuele personeelslid die/dat :

- 1° zich bevindt in de stand dienstactiviteit of ermee gelijkgesteld;
- 2° titularis is van een betrekking met een graad die gelijkwaardig is met die van de toe te kennen betrekking;
- 3° niet onderworpen is aan een lopende tuchtprocedure;
- 4° niet getroffen wordt door een nog niet doorgehaalde tuchtsanctie.

De kandidaat moet voldoen aan die voorwaarden op de datum die in de vacantverklaring wordt vastgelegd.

Art. 9. § 1. De overdracht van een ambtenaar of van een contractuele personeelslid geschiedt mits naleving van een proeftijd die wordt vastgelegd volgens de administratieve bepalingen die in de onthaaleenheid worden vastgesteld, waarbij ze niet langer dan zes maanden kan duren.

§ 2. De overheid die de wervings- of benoemingsbevoegdheid in de betrokken betrekking uitoefent, kan beslissen, met de toestemming van de kandidaat voor de overdracht, de proeftijd bedoeld in § 1, te verminderen of af te schaffen.

§ 3. De in § 1 bedoelde proeftijd is alleen op de overgedragen ambtenaar toepasselijk als een gelijkaardige proeftijd in de eenheid van herkomst bepaald is, in geval van omgekeerde mobiliteit.

HOOFDSTUK III. — Nadere regels voor de intracommunautaire mobiliteit of de externe mobiliteit

Art. 10. Elke ambtenaar of elk personeelslid bedoeld bij dit besluit kan een aanvraag om mobiliteit indienen :

- door te antwoorden op een mobiliteitsaanbod door een oproep tot kandidaten;
- ongeacht elk aanbod, door zijn kandidatuur in te dienen bij de personeelsdienst van één van de eenheden van de Diensten van de Franse Gemeenschap.

Die kandidatuur wordt ingediend volgens door de personeelsdienst van elke eenheid nader te bepalen regels.

In ieder geval wordt ontvangst gemeld van die kandidatuur.

Art. 11. De kandidaturen die onafhankelijk van elk aanbod worden ingediend, worden gecentraliseerd in een databank die ofwel specifiek is voor elk van de eenheden van de Diensten van de Franse Gemeenschap en door hun respectieve personeelsdienst wordt beheerd, ofwel door die eenheden gemeenschappelijk wordt beheerd.

De kandidatuur is geldig gedurende een periode van 24 maanden, ingaande op de datum van de ontvangstmelding.

Art. 12. § 1. Behoudens in geval van mobiliteit in het belang van de dienst, als een betrekking bij intracommunautaire en/of externe mobiliteit vacant wordt verklaard, wordt een oproep tot kandidaten gedaan door elk communicatiemiddel dat het iedere kandidaat mogelijk maakt zich te laten kennen.

In de oproep tot kandidaten moeten ten minste de volgende gegevens worden vermeld : het ambtsprofiel van de toe te kennen betrekking, de graad(graden) die met dat ambt overeenstemt(mmen) alsook de erbij horende weddeschaal(alen), en in voorkomend geval, de vereiste kwalificatie of het vereiste diploma.

Hij moet ook de termijn binnen welke en de vorm waarin de kandidatuur moet worden ingediend, vermelden.

§ 2. Ingevolge de in § 1 bedoelde oproep tot kandidaten, onderzoekt de personeelsdienst, met de medewerking van de functionele dienst, alle kandidaturen die aan het ambtsprofiel van de toe te kennen betrekking beantwoorden, met inbegrip van de kandidaturen van de in artikel 11 bedoelde databank, en organiseert hij een selectie waarbij ten minste de kandidaten worden gehoord.

§ 3. Met uitzondering van de contractuele betrekkingen bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren, kunnen de bij mobiliteit toegekende betrekkingen alleen aan ambtenaren die in hun eenheid van herkomst bij een door SELOR bekrachtigde procedure werden aangeworven.

Art. 13. De in artikel 11 bedoelde databank wordt in alle gevallen van mobiliteit geraadpleegd.

Art. 14. Voordat een kandidaat wordt overgedragen, kijkt de personeelsdienst van de onthaaleenheid na of de kandidaat aan de in artikel 8 bedoelde voorwaarden voldoet.

Hij brengt de kandidaat en de eenheid van herkomst het resultaat van zijn controle ter kennis.

De overgedragen kandidaat die in de databank ingeschreven was, wordt dan uit die bank geschrapt.

Art. 15. De eenheid van herkomst zendt het individuele dossier aan de onthaaleenheid.

Art. 16. Onverminderd de opzeggingstermijn bepaald bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, treedt de kandidaat in dienst in de onthaaleenheid op een datum die in overleg met de eenheid van herkomst wordt vastgesteld, als dat overleg bepaald wordt in een gelijkaardige regeling of wetgeving die op deze eenheid wordt toegepast, uiterlijk binnen de vier maanden te rekenen vanaf de datum van de informatie van de eenheid van herkomst.

HOOFDSTUK IV. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 17. § 1. In het opschrift van titel IV van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 2002 houdende vaststelling van de regels inzake mobiliteit van de ambtenaren tussen het Ministerie van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut behorend tot het Comité van Sector XVII en van 1 juli 2010 tot wijziging van diverse besluiten houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de regering van de Franse Gemeenschap en van de publiekrechtelijke personen die ervan afhangen, worden de woorden « en Commissie inzake overdracht » geschrapt.

§ 2. Artikel 12bis van het voormelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 wordt afgeschaft.

Art. 18. In artikel 37 van hetzelfde besluit worden de woorden « door overdracht » vervangen door de woorden « door intracommunautaire mobiliteit of door externe mobiliteit ».

Art. 19. Artikel 38bis van hetzelfde besluit wordt afgeschaft.

Art. 20. Artikel 39 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

- het vierde lid en het vijfde lid worden afgeschaft;

- in het zesde lid worden de woorden « bij de Commissie die bevoegd is voor de overdrachten » geschrapt.

Art. 21. Artikel 40 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

- in het tweede lid worden de woorden « of de Commissie inzake overdrachtregeling » geschrapt;

- in het derde lid worden de woorden « of, naar gelang van het geval, van de Commissie inzake overdrachtregeling » geschrapt.

Art. 22. Hoofdstuk IIIbis « De overdracht », van Titel VIII, van hetzelfde besluit, wordt vervangen door het volgende hoofdstuk : « Hoofdstuk IIIbis. Intracommunautaire of externe mobiliteit.

Art. 68bis. De Regering neemt een besluit betreffende de mobiliteit naar de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector of elk van de instellingen van openbaar nut die onder het comité van sector XVII ressorteren. ».

HOOFDSTUK V. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuw Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap

Art. 23. Artikel 10bis van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuw Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap wordt afgeschaft.

Art. 24. Het derde lid van artikel 18 van het voormelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 wordt afgeschaft.

Art. 25. In artikel 18bis van het voormelde besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002, worden de woorden « of, naar gelang van het geval, voor de Commissie inzake overdrachtregeling » telkens afgeschaft.

HOOFDSTUK VI. — Wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren.

Art. 26. In artikel 1, § 3, 9°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, worden de woorden « of een proeftijd » toegevoegd.

HOOFDSTUK VII. — Slotbepaling

Art. 27. De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 maart 2013.

De Minister van Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET